

CONJONCTURE FILIÈRE CONSTRUCTION HAUTS-DE-FRANCE



AVRIL 2024

CONSTRUCTION DE
LOGEMENTS

-26,5% ▼

CONSTRUCTION DE
LOCAUX

+7,7% ▲



CARNETS DE COMMANDES
ENTRETIEN-RÉNOVATION
BÂTIMENT

14,8 semaines ▲



CARNETS DE COMMANDES
TRAVAUX PUBLICS

4,9 mois ▼

PRODUCTION
GRANULATS

-10,3% ▼

PRODUCTION
BPE

-3,8% ▼



SALARIÉS

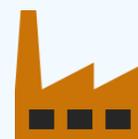
-0,6% =

INTÉRIM BTP

+1,1% =

CRÉATION
D'ENTREPRISES
(HORS MICRO-ENTREPRENEURS)

-21,8% ▼



CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

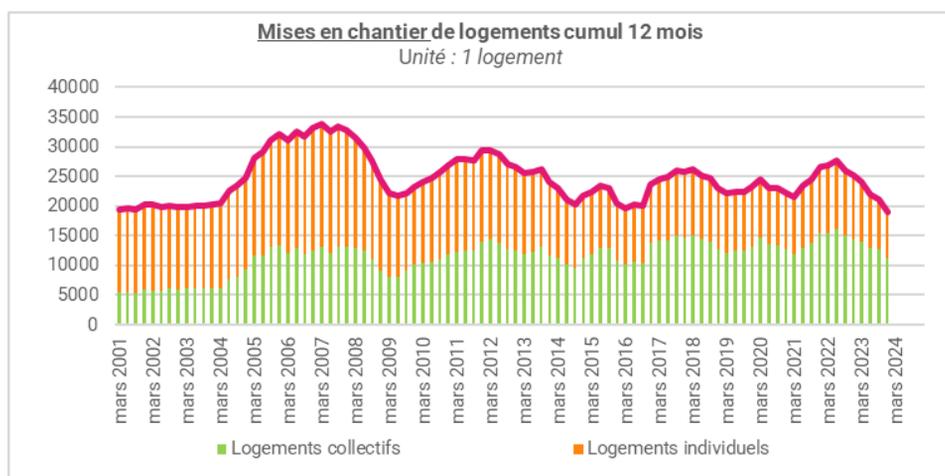
Construction neuve de logements : des niveaux historiquement bas

La construction neuve de logements (date réelle et estimée)	Cumul 12 mois à fin février 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	18 200 lgts	-26,5%	▼
Dont individuels purs	4 300 lgts	-35,6%	▼
Dont individuels groupés	3 200 lgts	-11,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	10 800 lgts	-26,1%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	27 100 lgts	-10,2%	▼
Dont individuels purs	4 200 lgts	-31,8%	▼
Dont individuels groupés	4 800 lgts	-6,8%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	18 100 lgts	-3,9%	▼

-26,5% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2024)

18 200 lgts



-10,2% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2024)

27 100 lgts

Après une année 2023 particulièrement mal orientée pour la construction de logements neufs, les niveaux les plus bas enregistrés depuis 2001 (19 000 logements neufs commencés, en cumul sur un an), le début d'année 2024 se révèle tout aussi dégradé. La contraction de la construction de logements neufs s'accroît et affiche un repli de 26,5% sur un an à fin février 2024 : 18 200 logements commencés, soit près de 6 600 logements de moins qu'il y a un an à la même période. Un nouveau seuil est atteint.

Tous les segments plongent : sur un an, le marché du collectif neuf (près de 60% des mises en chantier en région) se rétracte de près de 26% (niveau qui n'avait plus été observé depuis février 2010). En chiffre ce sont 10 800 appartements qui ont été commencés, contre près de 14 600 en février 2022. L'individuel

suit la même tendance négative, en particulier l'individuel pur qui baisse de 35% en cumul sur un an à fin février 2024.

L'hémorragie se propage dans tous les départements, le retrait étant plus prononcé dans la Somme et l'Oise. Le département Samaritain est le plus touché, enregistrant la chute la plus importante : à peine 1 240 logements mis en chantier au cours des 12 derniers mois (-43% à fin février 2024). Il est suivi de près par le département de l'Oise (-39%).

En parallèle, les délivrances de permis de construire s'effritent de -10% dans la région. Ce nouveau coup de frein ne laisse pas envisager une reprise de la construction neuve de logements dans les mois à venir.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin février 2024



COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	736 lgts	-63,5%	▼
Réservations ⁽²⁾	746 lgts	-45,6%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	7 503 lgts	-1,7%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	30,0 mois	+12,9 mois	▲
Prix des logements collectifs	3 986 €/m ²	+0,6%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	3 965 lgts	-46,1%	▼
Réservations	3 807 lgts	-41,1%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	984 lgts	-15,2%	▼

-41,1% ▼

EN 1 AN

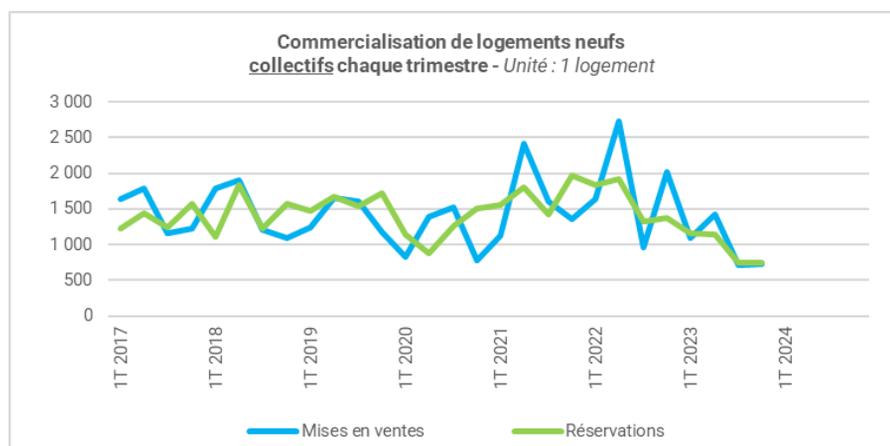
RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM. 2023 (évol 1 an)

3 807 lgts

Commercialisations et mises en vente en chute libre

Dans un contexte économique tendu, lié à la baisse du pouvoir d'achat, aux difficultés d'accès au crédit des ménages, aux prix de l'immobilier encore élevés... le marché de la commercialisation des logements neufs dévisse. Ainsi, la baisse s'accélère sur le segment des collectifs neufs : le nombre d'appartements vendus chute de 41% en 2023 (un peu plus de 3 800 réservés contre plus de 6 400 en 2022). Les nouveaux appartements proposés à la commercialisation suivent la même tendance, plongeant de 46% en un an. Dans ce contexte, les délais d'écoulement s'allongent, passant à 30 mois.



La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	108 lgts	-45,5%	▼
Réservations ⁽²⁾	79 lgts	-31,9%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	884 lgts	-6,8%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	35,1 mois	+11,4 mois	▲
Prix des logements individuels	257 160 €/lot	-5,7%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	347 lgts	-59,2%	▼
Réservations	355 lgts	-42,9%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	102 lgts	-2,9%	▼

-42,9% ▼

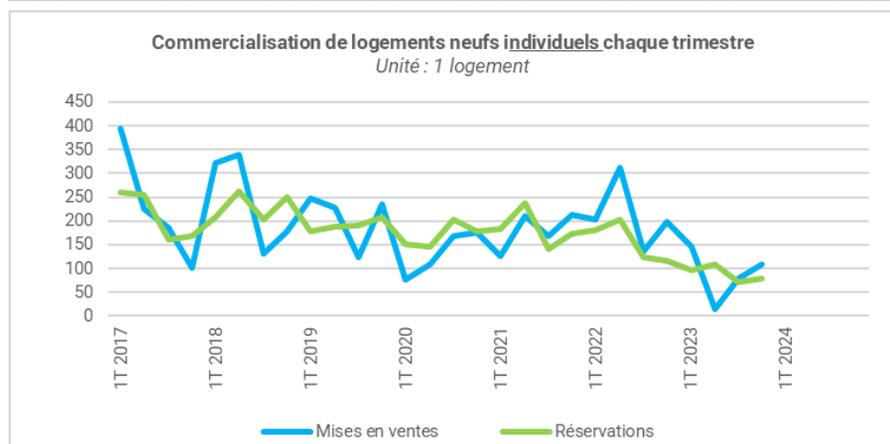
EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM. 2023 (évol 1 an)

355 lgts

Comme pour le collectif, les commercialisations de logements individuels neufs s'écroulent : 355 maisons vendues en 2023, contre en moyenne 760 par an sur la période 2017-2022. Les mises en vente ont été plus que divisées par deux par rapport à 2022.



Source : SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Reprise de ma construction de bâtiments non résidentiels tirée par le secteur non agricole

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin février 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	2 516 mill. m ²	+7,7%	▲
Bâtiments agricoles	253 mill. m ²	-27,8%	▼
Secteur privé non agricole	1 997 mill. m ²	+16,4%	▲
Dont locaux industriels	475 mill. m ²	+70,6%	▲
Dont commerces	195 mill. m ²	-20,8%	▼
Dont bureaux	287 mill. m ²	+15,9%	▲
Dont entrepôts	933 mill. m ²	+10,8%	▲
Dont autres locaux	106 mill. m ²	+6,2%	▲
Secteur public	266 mill. m ²	-1,1%	▼

+7,7% ▲

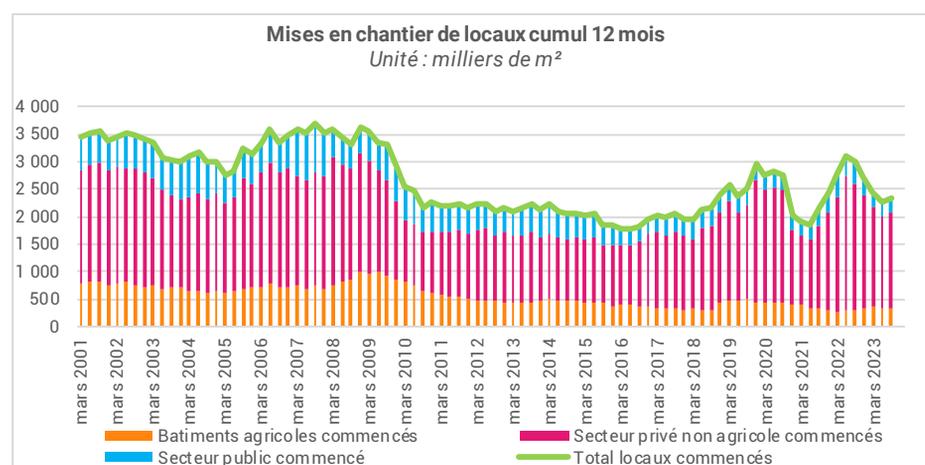
EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2024)

2 516 mill. m²

Après un coup d'arrêt de la construction de locaux en 2023 en recul de 20% (perte de 1/5 de son volume par rapport à 2022), les mises en chantier de locaux se redressent en février : 2 516 milliers de m² commencés, soit près de +8% par rapport à février 2023. Le secteur privé non agricole tire nettement la tendance vers le haut, en particulier les locaux industriels qui bondissent (les surfaces sont multipliées par 1,7 par rapport à février 2023). Les autres secteurs (hors les activités de commerce en net retrait) suivent cette tendance à la hausse.

Les autorisations de construire poursuivent leur repli : -22% en cumul sur 12 mois en 2023 par rapport à 2022, tout en restant à des niveaux élevés. En février 2024, hors secteur agricole, les permis reculent sur tous les types de locaux, sauf les bâtiments industriels pour qui les futures mises en chantier continuent à être positives pour les mois à venir.



Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin février 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	3 247 mill. m ²	-16,5%	▼
Bâtiments agricoles	512 mill. m ²	+9,3%	▲
Secteur privé non agricole	2 409 mill. m ²	-18,4%	▼
Dont locaux industriels	708 mill. m ²	+39,9%	▲
Dont commerces	323 mill. m ²	-4,6%	▼
Dont bureaux	392 mill. m ²	-10,5%	▼
Dont entrepôts	816 mill. m ²	-44,8%	▼
Dont autres locaux	169 mill. m ²	-9,9%	▼
Secteur public	326 mill. m ²	-30,4%	▼

-16,5% ▼

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2024)

3 247 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

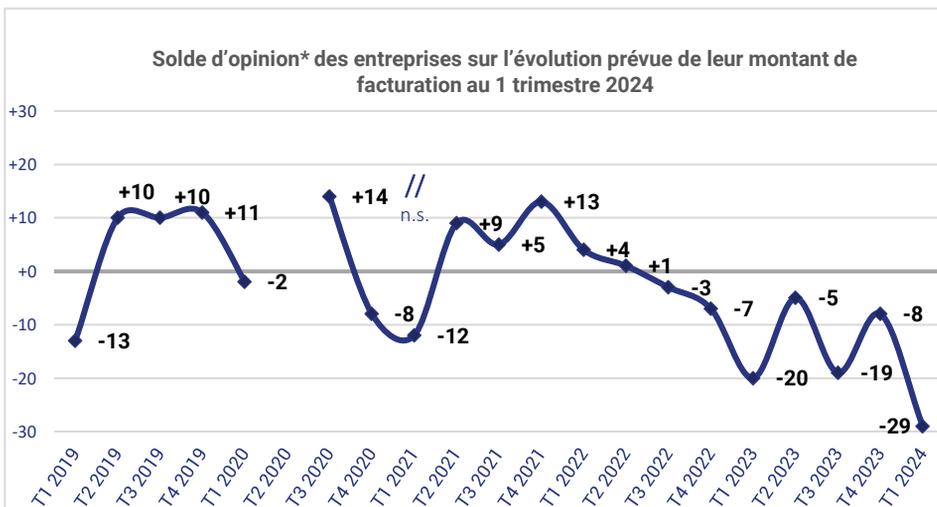
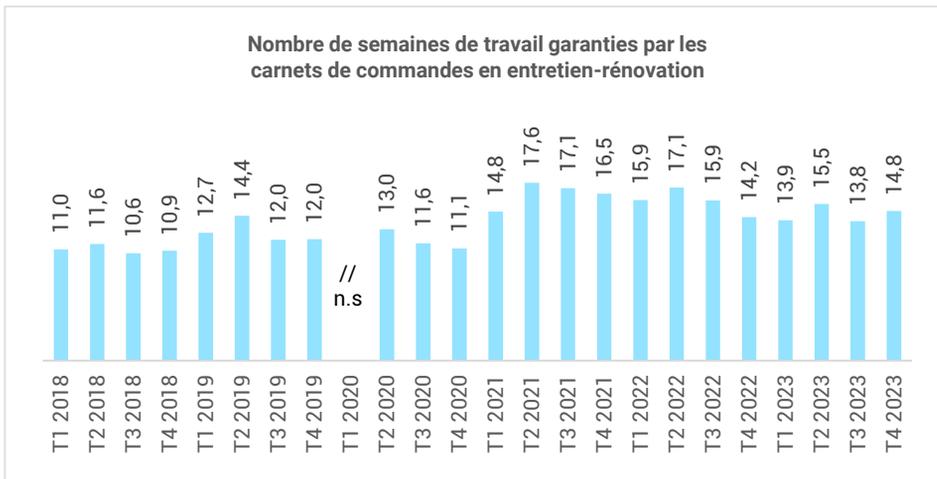
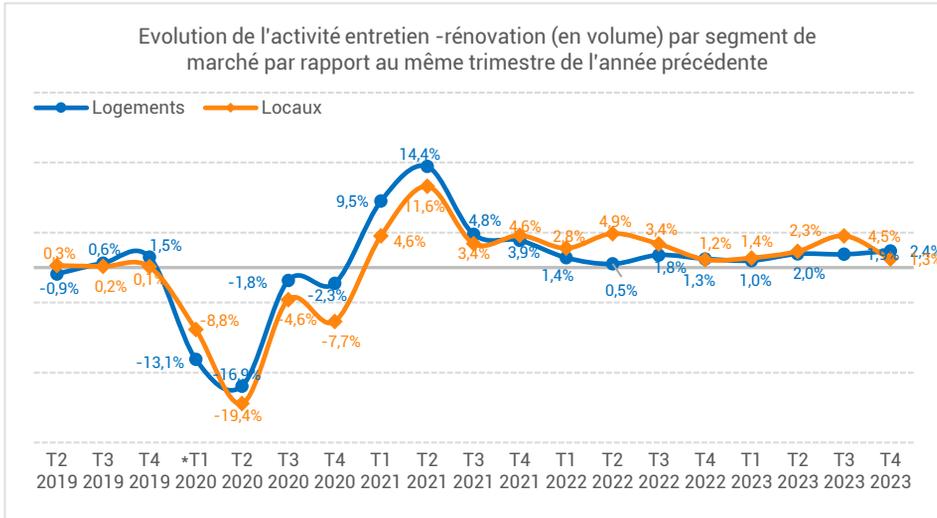


ENTRETIEN-RÉNOVATION DE BÂTIMENTS

Maintien de l'activité entretien-rénovation du Bâtiment en 2023... ...mais des réserves pour le début d'année 2024

+2,1% ▲

EN 1 AN
**ACTIVITÉ ENTRETIEN-
RÉNOVATION**
AU 4^{ème} TRIMESTRE 2023 (évol 1 an)



Au dernier trimestre 2023, l'activité entretien-rénovation continue de croître légèrement en volume de +2,1% par rapport à 2022 à la même période, un niveau légèrement inférieur à la moyenne nationale (+2,6%). L'activité se révèle moins dynamique que dans la majorité des autres territoires métropolitains. Le segment des logements s'affiche plus dynamique en région (globalement comparable à la croissance métropolitaine de +2,8% sur ce dernier trimestre 2023) que celui des locaux. Avec +1,3%, l'activité entretien-rénovation non résidentielle est moins bien orientée qu'au niveau national (+2,2% par rapport au 4^{ème} trimestre 2022).

Avec 14,8 semaines de travail garanties à fin décembre 2023, le niveau des carnets de commande est encore élevé, supérieur à la moyenne de longue période et comparables à la moyenne France qui s'établit à 14,6 semaines de travail garanties. À noter toutefois que les plans de charges sont néanmoins en repli de plus d'un point par rapport à la moyenne de l'année 2022.

Les perspectives pour le 1^{er} trimestre 2024 sont pessimistes ; les chefs d'entreprises prévoient une activité en très forte baisse en début d'année 2024.

Source : Enquête trimestrielle Réseau des CERC



Des perspectives d'activité mitigées dans les Travaux Publics

	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2023			Moyenne de longue période
Activité récente ⁽¹⁾	-3	▼	12	
Prévisions d'activité ⁽¹⁾	-15	▲	3	
Effectifs futurs ⁽¹⁾	10	▲	17	
Carnets de commandes ⁽²⁾	4,9 mois	-0,9 mois ▼	5,2 mois	
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	16%	+6 pts ▲	17%	
Entreprises citant l'insuffisance de la demande comme contrainte à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	28%	0 pts =	27%	
Entreprises citant l'insuffisance de personnel comme contrainte à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	41%	-15 pts ▼	41%	

4,9 mois ▼

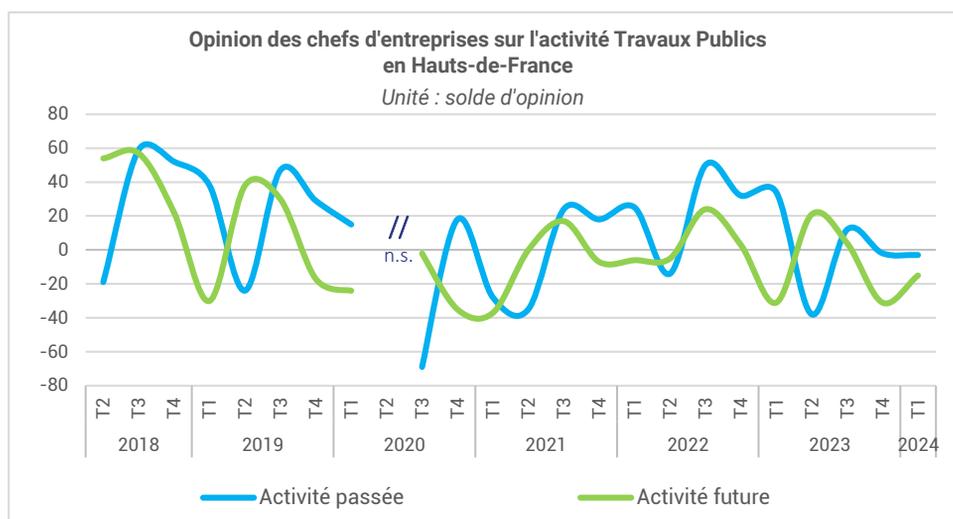
MOYENNE 1 AN
CARNETS DE COMMANDES
AU 4^{ème} TRIMESTRE 2023 (évol 1 an)

Au 4^{ème} trimestre 2023, les chefs d'entreprises interrogés jugent l'activité du trimestre moins dynamique qu'il y a un an, mais moins dégradée qu'au 3^{ème} trimestre 2023.

Les perspectives pour le 1^{er} trimestre 2024 se redressent, même si le manque de visibilité est encore présent. Ainsi, 30% des chefs d'entreprises envisagent une baisse de leur activité et 55% visent la stabilité.

Avec moins 4,9 mois en moyenne d'activité garantis sur un an à fin décembre, les carnets de commandes se rétractent toujours, en s'écartant petit à petit de la moyenne de longue période (5,3 mois sur la période 2017-2022).

Les professionnels des Travaux Publics sont limités dans leurs capacités de production. Seuls 16% des chefs d'entreprises ne rencontrent aucune difficulté. Parmi les autres, 41% signalent une insuffisance de personnel (problèmes de recrutement, etc.), 28% évoquent une insuffisance de la demande.



(1) solde d'opinion (écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »), évol. 1 trim.

(2) moyenne des 4 derniers trimestres, en nombre de mois, évol. 1 an

(3) % d'entreprises, évol. 1 an

Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



INDUSTRIE DES MATÉRIAUX

Repli des productions de matériaux de construction en 2023 : le BPE impacté par la chute de la construction neuve ; des volumes historiquement bas pour la production de granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2023	196 282 m3	-10,2%	▼
Prod. de Granulats en décembre 2023	837 kt	-23,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2023	2 336 931 m3	-3,8%	▼
Production de Granulats en 2023	15 466 kt	-10,3%	▼

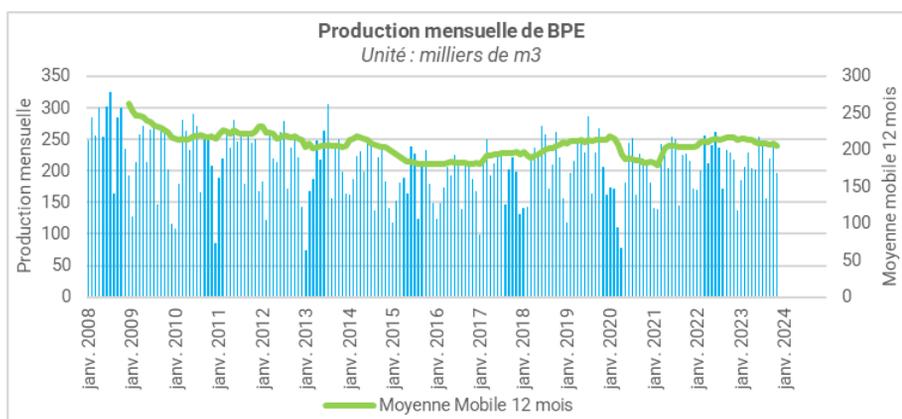
-3,8% ▼

entre janv. et nov. 2023

PRODUCTION DE BPE

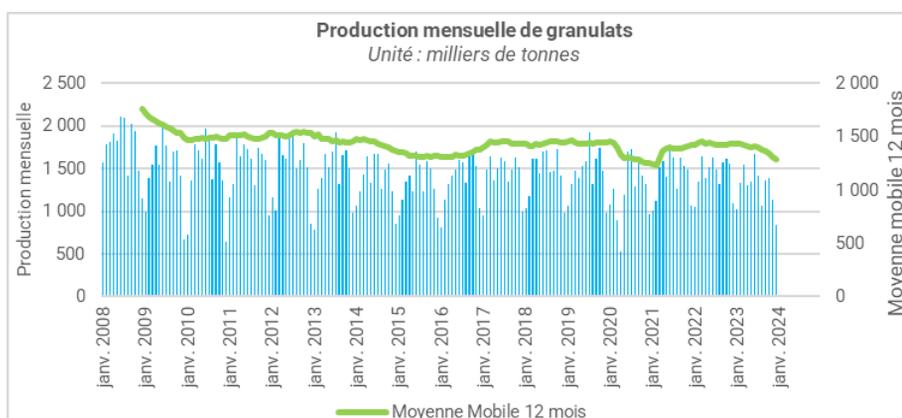
EVOL 1 AN

2 336 931 m3



La production de BPE recule de 10% par rapport à l'année dernière à la même période. Ce repli est à mettre en lien avec la chute de l'activité de la construction neuve.

Sur 12 mois glissants, de janvier à novembre 2023, la production de BPE abandonne -4% par rapport à la même période un an plus tôt.



-10,3% ▼

en 2023

PRODUCTION DE GRANULATS

EVOL 1 AN

15 466 kt

En décembre 2023, les productions de granulats poursuivent leur retrait par rapport à il y a un an, pour afficher une baisse de -23%.

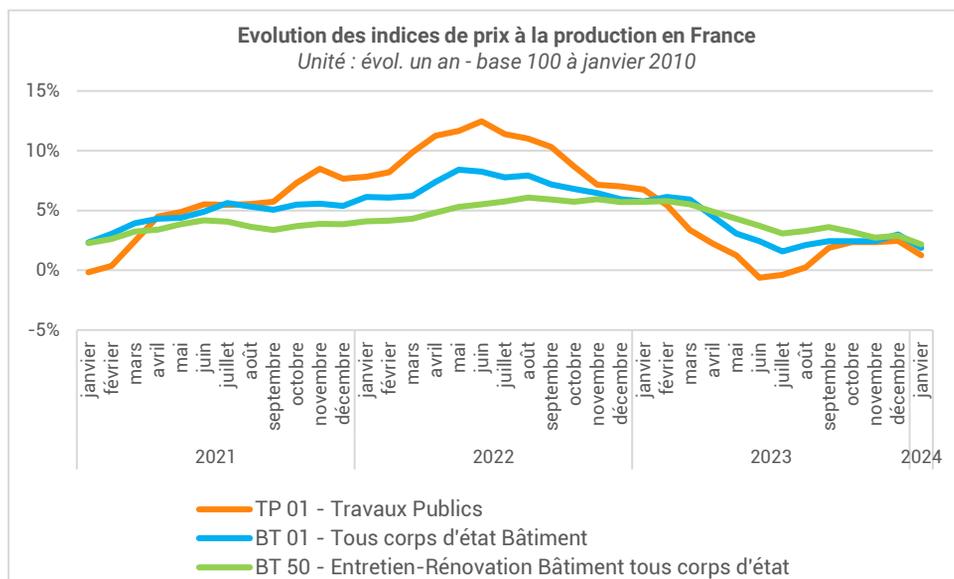
En cumul sur l'année entière 2023, moins de 15 500 kt de granulats ont été livrés, en baisse de 10%. Les volumes produits sont au plus bas : hors période Covid, il s'agit, en cumul sur cette période, du plus bas niveau enregistré depuis le début du suivi statistique de 2008.

Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)



PRIX DE CONSTRUCTION

Des coûts de production baissent progressivement dans le BTP en France



En conséquence de l'inflation, de la hausse du coût du travail, des prix des matériaux, etc., les coûts de production augmentent pour toutes les entreprises du BTP depuis 2021.

À fin janvier 2024, les index de l'INSEE, qui mesurent l'évolution du coût des facteurs de production, sont encore supérieurs à ceux d'il y a un an. Mais ils amorcent un repli. Ainsi, l'indice général des Travaux Publics (TP 01) augmente de +1,3%, celui du Bâtiment (BT 01) croît de +1,9% et celui de l'Entretien-Rénovation affiche une augmentation de +2,2% par rapport à janvier 2023.

Indices des coûts des principaux domaines de travaux dans le Bâtiment et les Travaux Publics	Evol. 1 an janv.2023/Janv.2022
BT06 - Ossature, ouvrages en béton armé	2,0%
BT07 - Ossature et charpentes métalliques	-11,5%
BT54 - Ossature bois	2,1%
BT16b - Charpente bois	2,8%
BT08 - Plâtre et préfabriqués	1,3%
BT51 - Menuiseries PVC	2,8%
BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils)	3,4%
BT47 - Électricité	2,0%
BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux	3,1%
TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation	2,8%
TP13a - Charpentes et ouvrages d'art métalliques	modification d'identification de l'indice
TP03a - Grands terrassements	2,6%
TP04 - Fondations et travaux géotechniques	1,7%
TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zone urbaine	1,1%
TP10f - Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi matériaux	modification d'identification de l'indice
TP12a - Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique	2,4%
TP12b - Éclairage public - Travaux d'installation	0,5%

Les évolutions sont contrastées selon les domaines de travaux. Les coûts de production dans les activités du Bâtiment nécessitant des métaux (charpentes métalliques, fermetures en aluminium, menuiserie en acier et serrurerie) continuent à se rétracter (la baisse étant entamée depuis début 2023). C'est le cas notamment des coûts de production des éléments liés à l'ossature et charpentes métalliques qui à la fin janvier 2024 sont en repli de -11,5%, après une forte hausse débutée en 2021.

En parallèle, dans les Travaux Publics, le coût des charpentes et ouvrages d'art métalliques reste élevé, en croissance de près de +14% sur un an.

Source : INSEE – Index Bâtiments et Travaux Publics- décembre 2023
Enquête de conjoncture mensuelle dans l'industrie du Bâtiment – décembre 2023



Croissance de l'emploi atone en 2023 et baisse du nombre de demandeurs d'emploi

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3° trimestre 2023 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	120 517 sal.	-0,6%	=

-0,6% =

EN 1 AN

DE L'EMPLOI SALARIÉ

AU 3° TRIMESTRE 2023 (évol 1 an)

120 517 sal.

Emploi intérimaire (en équivalents temps plein)	4° trimestre 2023 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment et Travaux Publics	9 885 ETP	+1,1%	▲
Intérimaires Bâtiment	7 392 ETP	+0,8%	=
Intérimaires Travaux Publics	2 494 ETP	+2,2%	▲
Intérimaires Industrie des Matériaux	352 ETP	-19,5%	▼

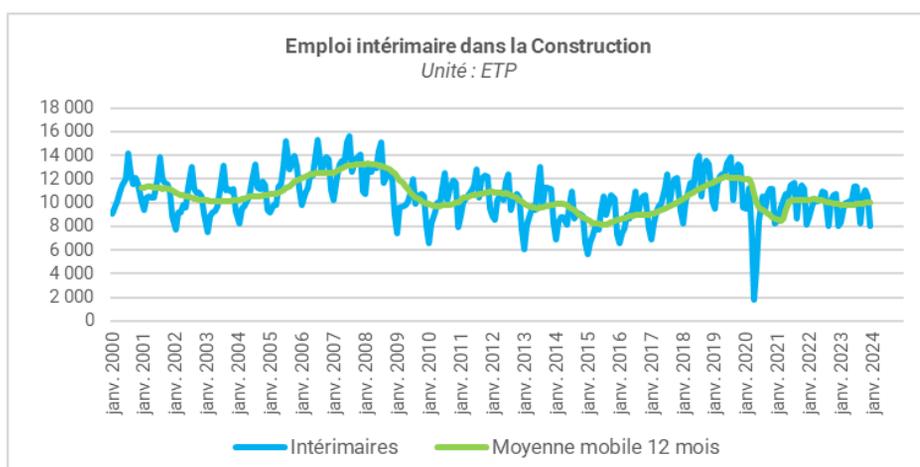
+1,2% ▲

EN 1 AN

DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2023

9 900 ETP



En progression depuis 2021, l'emploi salarié dans la construction ralentit, il se stabilise 2023. Son niveau demeure toutefois élevé, comparable à celui d'il y a 10 ans à la même période.

En parallèle l'emploi intérimaire maintient une légère croissance (+1,1% dans le BTP sur 12 mois à fin décembre 2023). Mais, il stagne en moyenne mobile sur les 4 derniers trimestres par rapport à 2022.

Les demandes d'emploi sont toujours en repli : leur nombre a atteint un palier bas. Cette tendance est plus marquée dans le secteur de la construction que dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2023 - Evol 1 an		
DEFM Construction	20 748 DEFM	-1,4%	▼
DEFM tous secteurs économiques	297 755 DEFM	+1,1%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

-1,4% ▼

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI

AU 4° TRIMESTRE 2023 (évol 1 an)

20 748 DEFM

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs), Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

DARES (données brutes – ETP)

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes



DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Contraction des créations et hausse des défaillances d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	1 383 créations	-5,9%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	570 créations	-12,8%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	5 001 créations	-10,1%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 929 créations	-21,8%	▼

-5,9%

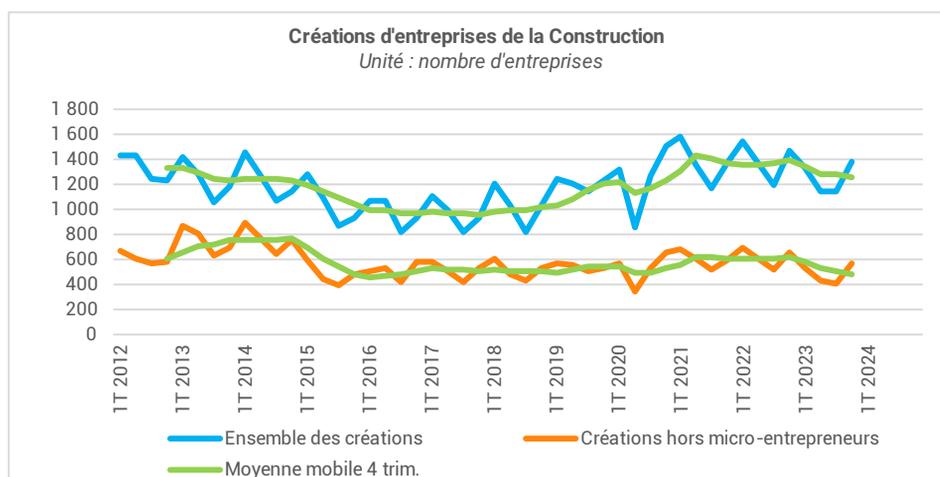


EN 1 AN

DES CREATIONS D'ENTREPRISES

AU 4^e TRIMESTRE 2023 (évol 1 an)

1 383 créations



Après avoir atteint un point haut en 2021 et 2022, les créations d'entreprises s'effritent. En cumul sur 4 trimestres à fin 2023 elles se contractent de 10%. Le recul est plus particulièrement marqué pour les créations hors statut de micro-entrepreneurs, en baisse de 22% par rapport à l'année 2022.

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	301 défaillances	+88,1%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	943 défaillances	+30,4%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 202 salariés	+53,7%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 366 salariés	+33,2%	▲

+88,1%

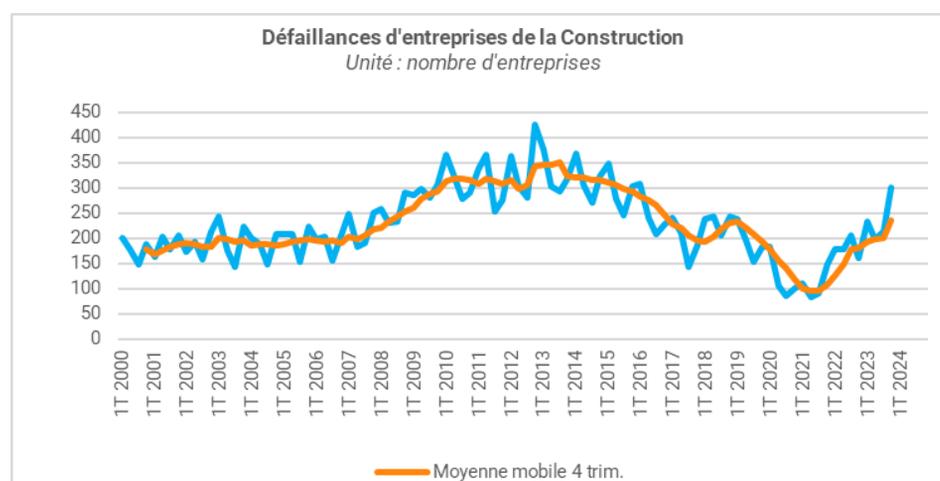


EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.

AU 4^e TRIMESTRE 2023 (évol 1 an)

301 défaillances



Les défaillances d'entreprises (redressements et liquidations judiciaires) ont atteint leur point le plus bas fin 2020-début 2021 grâce aux aides mises en place pendant la crise sanitaire. Depuis le 4^e trimestre 2021, le nombre d'entreprises défaillantes repart à la hausse. Les procédures s'accroissent en 2023, pour atteindre 943 en cumul sur un an, soit +30% par rapport à 2022. C'est un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2018.

Sources :
INSEE (données brutes)
Banque de France (données brutes)



Avec le concours des membres de la CERC :



Cellule Économique Régionale de la Construction Hauts-de-France

tél. : 03 20 40 53 39

e-mail : cerc.hauts-de-france@i-carre.net

www.cerc-hautsdefrance.fr

...et des membres du GIE Réseau des CERC

